Emmanuel Macron, un départ attendu

Publication : mercredi 31 août 2016 09:40

La République du Centre, 31 août 2016

POLITIQUE ■ Les personnalités de gauche loirétaines réagissent à l'annonce de la démission du ministre

Emmanuel Macron, un départ attendu

Le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a annoncé, hier, son départ du gouvernement. Michel Sapin, ex-président de la région Centre, prend sa place.

Caroline Bauer
caroline.bauer@centrefrance.com

« Logique » ; « On l'attendait » ; « Je ne suis pas étonné »… La démission d'Emmanuel Macron n'a guère surpris la gauche loirétaine, hier.

Après plusieurs mois de rumeurs, le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a franchi le pas, officialisant son départ du gouvernement au cours d'un discours aux accents de campagne présidentielle – sans déclaration officielle (*lire pages 35 et 36*). Il va désormais pouvoir se vouer au mouvement « En avant ! », qu'il a créé en avril dernier. Peu avant de prendre un bain de foule à Orléans à l'occasion de l'inauguration des Fêtes johannikes, le 8 mai.

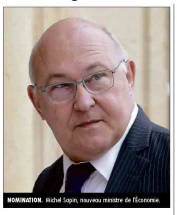
> « Il pourra se consacrer à ses projets »

« On l'attendait plus tôt », se répond Julie Lagrè, co-coordinatrice du mouvement « En avant », à Orléans. « Au gouvernement, il y avait des ambiguïtés qu'il fallait éclaircir. Il pourra désormais se consacrer à ses projets ».

Nicolas Charmelot, 2e secrétaire fédéral du PS, n'est « pas étonné. Il était dans une position intenable. Là, il montre qu'il veut aller au bout de sa démarche ». Apparemment convaincu des ambitions présidentielles d'Emmanuel Macron, il espère « qu'il va s'inscrire dans le processus des primaires de gauche ; être à la fois de droite et de gauche n'est pas souhaitable… »

« C'est très sain. Il a fait du bon travail, mais, s'il n'est pas à l'aise avec la ligne du gouvernement, il fallait partir », juge le 1er secrétaire fédéral, Olivier Fetzer.

DÉMISSIONNAIRE. Emmanuel Macron claque la porte. AFP



NOMINATION. Michel Sapin, nouveau ministre de l'Économie.

Désapprobation

Pas étonnée non plus, l'élue oléanaise Corinne Leveleux-Teixeira, « compte tenu de ses ambitions affichées. Je parle en mon nom seulement, mais je pense que l'erreur était de le faire entrer dans ce gouvernement ».

Le sénateur Jean-Pierre Sueur est le seul à désapprouver. « Je le connais, c'est un homme brillant, réformateur, qui a des idées utiles pour la République, et qui a eu la force de faire passer des réformes. Mais je ne partage pas sa stratégie, et je le lui ai dit. Il est dans un gouvernement, dans un support de loyauté à l'égard du président, il devrait continuer jusqu'à la fin du quinquennat. » Il n'a pas été entendu… ■

Michel Sapin, un nouveau ministre « dans la logique des choses »

À la place du ministre de l'Économie trublion, a été nommé l'indéfectible Michel Sapin. Déjà ministre des Finances, celui-ci va se trouver à la tête du grand ministère de l'Économie et des Finances qu'il ambitionnait. Cette nomination n'étonne pas plus que le départ de son prédécesseur. « François Hollande a choisi un ami loyal à ses côtés, à un poste clé jlo sont sortis de la même promotion de l'ENA, ndlr). On restera ainsi dans la continuité de ce qui a été mis en œuvre, on ne s'attendait pas à autre chose », estime Corinne Leveleux-Teixeira. « C'est dans la logique des choses », renchérit Jean-Pierre Sueur. D'autant plus que Michel Sapin a déjà tenu ce double portefeuille sous la présidence de François Mitterrand, d'avril 1992 à mars 1993.

« Sa nomination est la bienvenue, note Olivier Friaut. Il a de l'expérience, et on a pu apprécier ses talents dans notre région ».

Michel Sapin a été député de l'Indre de 1981 à 1986 et de 2007 à 2012, et président du conseil régional de 1998 à 2002 et de 2004 à 2007. Un poste qu'il a délaissé pour devenir ministre. Michel Sapin s'est trouvé au cœur de polémiques, ces derniers mois. En mai, il avait surnommé Emmanuel Macron « le petit salopard » lors d'une réunion à huis clos. Quelques jours plus tard, il a été critiqué suite à la nomination comme directeur de son cabinet (comme sous Mitterrand) de Thierry Aubagnac, ancien haut dirigeant de la Société générale. Un choix contesté, en plein cœur de l'affaire Kerviel…

8 MAI 2016…

Le 8 mai, à Orléans, l'invité d'honneur des Fêtes johannikes a assis son statut de présidentiable. « Dire cela, c'est aller un peu vite. Cela brutiserait déjà lors de la création de « En marche ! ». Mais il a vu que cette fête, la population avait un appétit pour un homme nouveau », estimait, hier, Olivier Carré, maire (LR). Il ne cache d'ailleurs pas « qu'un duel Le Maire-Macron, ce serait du sacre-tiollande que les éléphants, par des mécaniques politico-médiatiques, arrivent à conduire en dehors de la volonté des Français. Il pourrait y avoir un duel Macron-Sarkozy. C'est ce que l'on veut faire avec Bruno Le Maire à droite, et Emmanuel Macron aussi. Mais, lui, en dehors des primaires. Il n'est pas évident que les primaires aboutissent à la saisine. Après la présidentielle, une majorité issue de la politique partisane se dégagera aux législatives… Il n'est pas facile de s'en extraire ».

Le ministre avait invité Emmanuel Macron avant la création d'« En marche ! » : « Mon objectif était qu'un ministre en exercice, qui représente une lecture audacieuse de la vie publique, parle du dessaisissement politique et des moyens dont il dispose pas l'habitude de parler. Il souhaitait sortir des doyens économiques. Peu de gens ayant identité qu'il avait beaucoup travaillé sur la mémoire collective et la mémoire de la pensée philosophique. Il était aussi d'accord pour affirmer que Jeanne d'Arc n'est pas l'apanage du FN ». Emmanuel Macron est allé au-delà : « Jeanne fend le cœur de ceux qui se vivent comme des commémorateurs l'ont suppriré. à sa propre trajectoire ?

Phoca PDF